DECLARATION LIMINAIRE

CTL
5 juillet 2017

EN MARCHE FORCEE VERS LA LIQUIDATION DU SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE A LA DGFIP

Monsieur le Président,

C'est donc au **bulldozer** que vous vous attaquez dorénavant au réseau de la DGFIP du Bas-Rhin.
Jamais nous n'avons connu une telle déferlante de fermetures de postes et services.

Au vu des documents du CTL, et après vos annonces lors du Collège départemental de l'encadrement du 3 juillet, vous nous permettrez de ne pas utiliser les euphémismes administratifs mais des mots plus proches de la réalité.

Nous ne parlerons pas de restructurations dans le cadre de l'ASR (Adaptation des structures du réseau) mais bien de suppressions de services :

- Non, il n'y a pas transfert de l'Enregistrement vers un SDE (service départemental de l'Enregistrement), mais **suppression de la mission Enregistrement dans les 3 SIE pour créer un SDE** ;
- Non, il n'y a pas transfert de l'activité de la Trésorerie de Drulingen vers la Trésorerie de Sarre-Union, mais **suppression de la Trésorerie de Drulingen** ;
- Non, il n'y a pas transfert de l'activité de la Trésorerie de La Petite Pierre vers la Trésorerie de Bouxwiller, mais **suppression de la Trésorerie de La Petite Pierre** ;
- Non, il n'y a pas transfert de l'activité de la Trésorerie de Woerth vers la Trésorerie de Soultz-sous-Forêt, mais **suppression de la Trésorerie de Woerth** ;
- Non, il n'y a pas scission du SIP-SIE de Sarre-Union par fusion de sa partie SIE avec celle du SIP-SIE de Saverne mais **suppression du SIE de Sarre-Union** ;
- Non, il n'y a pas scission du SIP-SIE de Wissembourg par fusion de sa partie SIE avec celle du SIP-SIE de Haguenau mais **suppression du SIE de Wissembourg** ;
- Non, il n'y a pas spécialisation des Trésoreries de Barr, Bischwiller, Hochfelden, Niederbronn-les-Bains, Schirmeck, Seltz-Lauterbourg, Soultz-sous-Forêts et Villé mais **suppression de la mission recouvrement dans ces trésoreries** ;
- Ce n'est pas seulement une spécialisation de la Trésorerie de Bischwiller dans la gestion des EHPAD autonomes du département, c'est aussi, et surtout, **la suppression de cette mission dans 11 trésoreries du département** !

Les trésoreries ne vous suffisent donc plus, vous vous attaquez maintenant aux SIE…A quand les petits SIP ???

A chaque fois, c'est un véritable recul du service public au niveau du département.

A chaque fois, ce sont des emplois supprimés ici et implantés là, avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour les collègues des services supprimés, pour ceux qui sont en place dans les services « accueillants » et qui verront arriver des chaises vides, pour les responsables qui verront leur carrière bouleversée et pour les futures possibilités de mutation de tous les agents, quel que soit leur grade.

Ce n'est pas un ordre du jour de CTL que vous nous présentez mais un **véritable faire-part de décès** du service public en général et du réseau de la DGFIP dans le Bas-Rhin en particulier.

Vous poussez même l'**hypocrisie** jusqu'à justifier cette **frénésie destructrice** par l'amélioration « de la qualité du service rendu aux ordonnateurs et aux contribuables », par le renforcement des « équipes du poste comptable cible », par le maintien d'une distance de déplacement raisonnable pour les ordonnateurs et les contribuables »…

Comment peut-on améliorer la qualité du service public en supprimant le service public de proximité ?

Comment peut-on renforcer les équipes du poste comptable cible alors que vous allez transférer une charge de travail avec des équipes incomplètes, voire extrêmement incomplète comme ce sera le cas à Bischwiller ? D'autant plus que l'on sait d'expérience que dès l'année suivante vous en profitez pour supprimer un emploi...et encore un l'année suivante…et encore un…

Jusqu'à combien de kilomètres la distance est-elle raisonnable ? Parce qu'à vous lire, 11,9 km (soit 23,8 aller-retour, quand même), c'est raisonnable mais 42 km (84 aller-retour…) c'est aussi raisonnable ! Vous parlez des deux structures départementales (SDE et Bischwiller) dans ce contexte kilométrique ne serait pas « raisonnable »…

Malheureusement, nous sommes persuadés que ces destructions massives ne s'arrêteront pas là :

- **Quel avenir** peut avoir la Trésorerie de Barr en passant de 6 à 4 agents B et C suite aux « restructurations » 2017 ?
- Quel avenir pour la Trésorerie de Wasselonne qui passera de 5 à 4 agents au 01/01/2018 ?
- Quel avenir peut avoir la Trésorerie de Hochfelden en passant de 4 à 3 agents ?
- Quel avenir pour la Trésorerie de Truchtersheim qui passera de 4 à 3 agents ?
- Quel avenir pour la Trésorerie de Villé en passant de 3 à 2 agents ?
- Quel avenir pour le SIP de Sarre-Union sans le SIE ?
- Quel avenir pour le SIP de Wissembourg sans le SIE ?
- Quel avenir pour le SIP-SIE d'Erstein qui est aussi dans votre collimateur ?
- Quel avenir pour les agents de ces structures ?
- Quel avenir pour les chefs de poste comptables de ces structures ?
- Et quelles conditions de travail pour les collègues de ces services ???

Nous nous inquiétons également pour les trésoreries de Schirmeck où il ne restera que 5 agents au 01/01/2018, tout comme à Seltz Lauterbourg, sans parler d'Obernai et de Rosheim avec ses 4 agents, de Marckolsheim avec 3 agents, sachant que vous justifiez, en partie, la suppression du SIE de Wissembourg par la faiblesse de la taille critique de ce service avec ses 3 agents B et ses 2 agents C !

Seront-ils les prochains services que vous poserez sur la table de dissection ?
Assurément, **les fossoyeurs du réseau** de la DGFIP ont de beaux jours devant eux dans le Bas-Rhin, comme malheureusement dans tous les départements !

Nous ne pouvons pas taire **les incohérences de la DGFIP** et de son organisation **dans ses folles restructurations multidirectionnelles** :

- La Trésorerie de Villé est passée de la catégorie C4 (niveau inspecteur) en C3 (niveau IDIV CN) au 01/01/2017 alors que 6 mois plus tard elle perd des missions et 1 agent pour se retrouver à 2 agents B et C, ce qui n'avait jamais existé dans le Bas-Rhin jusque-là !
- La Trésorerie de La Petite Pierre est passée de C4 en C3 à la même année, alors qu'elle avait perdu la Communauté de Communes, pour être supprimée finalement au 1er janvier 2018 alors qu'en 2017, pour la première fois depuis de nombreuses années, elle avait enfin un effectif complet !
- La Trésorerie de Woerth est également passée C3 pour être supprimée quasiment dans la foulée…
- La Trésorerie de Barr est passée de C3 (IDIV CN) à C2 (IDIV HC) et là maintenant elle perd des missions et 2 agents !

On sait bien que faire et défaire c'est toujours travailler…mais franchement, **ce n'est pas sérieux !** Et ce n'est **pas non plus respectueux** envers les personnels, de tout grade, et envers nos usagers et partenaires !

S'il fallait une autre preuve que la DGFIP marche sur la tête, il suffit de prendre le nombre de **cadres très supérieurs à la DRFIP 67 : toujours plus nombreux pour toujours moins de travail**. Apparemment, même vous, Monsieur le Directeur, vous ne savez plus où les affecter :

- Ainsi, à la DBLIC (Div. Budget Logistique Immobilier et CSP), à partir du 01/09/17, il y aura 2 AFIPA ! Un chef et un adjoint de même grade ! On peut s'en étonner, non ? L'un devant prendre la place de l'autre, un jour, d'après vos explications, mais sans que l'on sache quand…**Ah, si tous les tuilages dans le réseau pouvaient se faire avec ces durées et qualités là…**
- Ainsi, un AFIPA arrive à la tête de la Division RH, là où une simple IDIV suffisait…Par mesure d'économie et de bonne gestion des deniers publics, sans doute, vous mettez un AFIPA en plus d'un IDV là où l'IDIV arrivait très bien à faire le travail toute seule (avec de nombreuses heures supplémentaires il faut bien l'avouer). Mais à quoi va bien pouvoir servir un cadre très supérieur là où le travail se fait déjà sans lui et là où un cadre supérieur-subalterne convenait parfaitement ? Et comment justifier l'implantation d'un AFIPA à la tête du service RH qui va perdre entre 40 et 73 % de son effectif, en fonction des arbitrages de la DG, suite à la création du CSRH dans un an et demi ?

Sur la forme, **nous avons été choqués de constater** que hormis les trésoriers dont les postes étaient supprimés et, contrairement à ce qui est indiqué dans les fiches du CTL, **vous n'avez même pas pris la peine d'informer les comptables** des transferts de missions qui les touchaient et des transferts d'emplois qui en étaient le corollaire.
Quel manque de respect !!!
Un tel mépris des personnes est inacceptable et intolérable !!!
Nous supposons qu'au prochain CHSCT vous nous ferez un nouveau discours sur le soin que vous apportez à la lutte contre les RPS et à l'attention que vous portez à tous les agents dans le département.
A moins que, dès ce CTL, comme au précédent, vous nous rappeliez tous les bienfaits du sourire pour lutter contre la morosité…

Nous reviendrons sur les autres projets de réformes et de restructurations (réorganisation de la mission domaniale, redéploiement de la délivrance des quitus des particuliers, caisses sans numéraire à Truchtersheim et Drulingen (?...!), réorganisation des pôles de gestion des consignations) lorsque ces points seront abordés au cours du CTL car nous nous sommes déjà exprimés par le passé sur ces sujets.

Pour FO DGFIP 67, l'ensemble de ces projets n'a d'autre motivation que de liquider, à court terme, le réseau de proximité de la DGFIP et ce calendrier intenable ne pourra que conduire à générer de sévères difficultés techniques dont, une fois de plus, les personnels et les usagers feront les frais !

Comment, dans une telle précipitation, harmoniser les méthodes de travail différentes, réaménager les services, mener une concertation digne de ce nom, associer les personnels à un tel changement ??? Et que dire de l'abandon des usagers et du Service Public de proximité ??? !!!

Début juin, le Ministre avait confirmé sa volonté d'ouvrir un débat avec tous les acteurs (représentants du personnel, citoyens, administrations et collectivités locales) et de prendre le temps d'étudier ce qu'« on attend du service public », dans toutes ses composantes (missions, moyens et aménagement du territoire).

Dans cette attente, FO DGFIP exige une pause dans les restructurations et dans les suppressions d'emplois.

Dans sa lettre aux agents du 23 juin, **notre Ministre tient un discours en totale opposition avec vos projets**. Il écrit « Vous êtes l'ossature de la République et vous l'incarnez dans tous les territoires de notre pays » ou encore « Nous devons moderniser nos administrations. Mais nous le ferons dans le respect des valeurs du service public et des agents de la fonction publique, sans perdre de vue le rôle primordial que vous exercez, notamment auprès des plus fragiles de nos concitoyens ».

Manifestement ce qui se trame actuellement dans le Bas-Rhin est à des années lumière de ces déclarations… !!

Après tant d'années de suppressions d'emplois et de réformes incessantes, FO DGFIP s'oppose à tous ces projets de fermetures de services et de nouvelles réformes, et exige les moyens pour le maintien

d'un service public de proximité et de qualité pour nos usagers, en particulier pour les plus fragiles, et dans l'intérêt de nos nombreux partenaires, notamment les collectivités locales.

Nous ne pouvons terminer notre déclaration liminaire sans évoquer l'**audit de la Cour des Comptes** publié le 29/06 qui dresse, comme à son habitude, un **tableau apocalyptique** de la situation des finances publiques et qui propose une thérapie de choc contre la Fonction publique et les services publics :

- Baisse de la masse salariale des fonctionnaires ;
- Gel et atomisation de la valeur du point d'indice ;
- Diminution des effectifs ;
- Augmentation du temps de travail ;
- Mise en œuvre de jours de carence en cas d'arrêt maladie…

Concernant notre ministère plus spécifiquement, pour étayer sa démonstration, la Cour juge que « la rationalisation de la réforme territoriale » n'a pas été assez loin et cite en exemple, notamment, les réseaux déconcentrés de la DGFiP.

Déjà, la question se pose de la légitimité de la Cour des comptes à s'intéresser à une réorganisation des services de l'État, sortant une nouvelle fois de ses prérogatives.
Mais pour revenir à la question posée, faut-il encore publier des données actualisées et intégrer des décisions en cours d'exécution.

Elle cite en exemple le maintien de 34 recettes régionales et 54 centres de viticulture et cidriculture de la Douane. Il faut informer ces hauts fonctionnaires que ces chiffres ne sont plus d'actualités !

De même, elle critique le réseau DGFiP, trop dense à son goût, avec ses « encore » 4765 implantations et ce malgré la suppression de «3,6%» d'entre elles ces cinq dernières années.

Là encore, chiffres erronés puisque ce ne sont pas moins de 600 implantations qui ont disparu, soit plus de 11% du réseau, et tout particulièrement en milieu rural et périurbain.
N'oublions pas non plus les 8 000 emplois supprimés sur la période.

Ces suppressions de service public participent largement au sentiment d'abandon des citoyens concernés, avec les conséquences économiques et politiques que l'on a vu ces derniers mois.

FO dénonce ce « Bercy bashing » permanent, et au vu de ces exemples, peut mettre en doute la sincérité de ce rapport.

Il ne peut être une base de discussion sérieuse avec les ministres, dans la perspective du débat sur les orientations budgétaires.

A moins qu'elle ne soit qu'un alibi pour justifier de nouvelles mesures d'austérité, comme tend à le prouver l'annonce précipitée du gel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires…